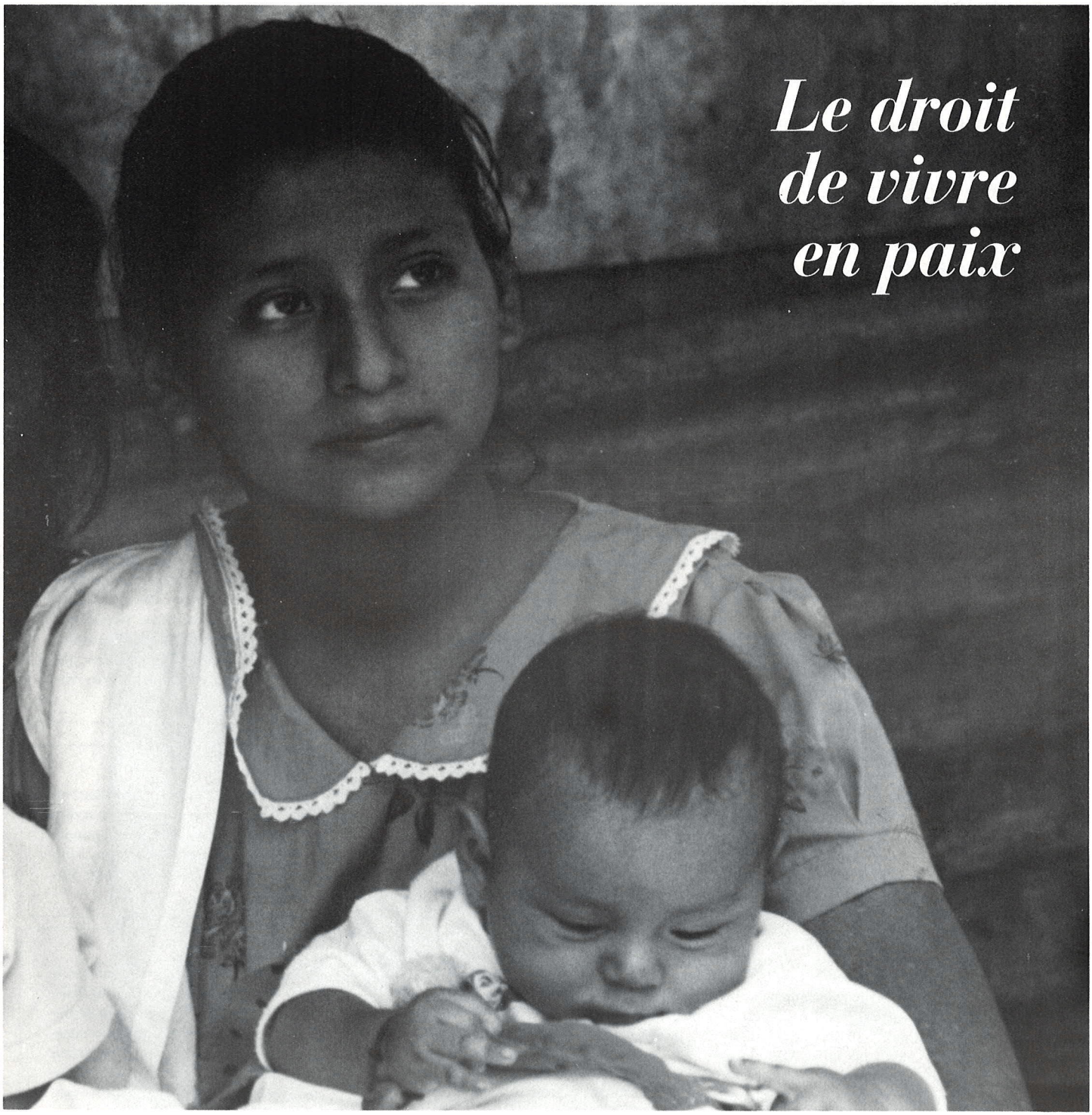
SOLIDARITÉ

VOL. 17 Nº 3 9405, RUE SHERBROOKE EST • MONTRÉAL (QC) H1L 6P3 • TÉL. : (514) 356-8888 MAI 1995



Le droit de vivre en paix

Rapport de stage • Guatemala 1995

De mémoire de Quetzal

1821
Déclaration de l'indépendance du Guatemala.

1871
Réforme libérale : entraîne un énorme processus de concentration agraire. Pour subsister, les indigènes doivent désormais *descendre* louer leur force de travail sur les grandes plantations.

1901
La United Fruit Company s'installe. Tentaculaire, elle crée d'immenses plantations, principalement de bananes.

1904
La United Fruit Company obtient à titre gracieux une concession de 99 ans pour l'exploitation du chemin de fer.

1934
Loi contre le *vagabondage* (remplace la loi du travail forcé de 1786) qui contraint les Indiens à travailler dans les grandes haciendas. Tous les Mayas deviennent ainsi une réserve de main-d'œuvre pour les quelques propriétaires qui se réservent les meilleures terres du pays.

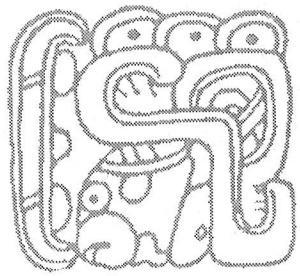
1944
Début des *dix années de printemps* : instauration de réformes sociales et foncières. La United Fruit Company est expropriée de 84 000 hectares sur les 234 000 qu'elle possède.

1954
Contre-révolution fomentée par la CIA : se succéderont neuf gouvernements militaires. L'obligation fera place à l'inévitable : un nouveau code du travail dicté par les multinationales est rédigé. La United Fruit Company redevient toute puissante et récupère plus d'un million d'hectares distribués aux paysans.

1962
Guérilla sans participation indienne.

1975
Résurgence de la guérilla avec participation indienne croissante.

1976
Tremblement de terre : 23 000 morts.



1978 / 1983
Guerre d'insurrection/contre-insurrection : massacres et destruction de plus de 250 villages considérés comme base de soutien à la guérilla, 20 000 morts, en très grande majorité des Indiens, et exode massif (plus de 100 000 personnes) au Mexique, au Bélize, aux États-Unis, un million de personnes déplacées dont bon nombre gonfleront les bidonvilles qui ceinturent les grandes villes.

1982
Mouvement armé à présent unifié par *l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque* (URNG).

1986
Un gouvernement civil est élu sous haute surveillance militaire et sans la moindre illusion quant à la possibilité d'entreprendre les transformations économiques et sociales pourtant essentielles.

1991
Deuxième élection d'un président civil. La répression continue en ayant toujours comme cible les responsables d'organisations populaires, syndicales et de défense des droits humains.

1993
Début des négociations entre l'URNG et le gouvernement qui agit de concert avec les militaires. Le processus de recherche de paix devient le principal cadre des luttes politiques. Coup d'État en relation avec la menace ressentie par les détenteurs du pouvoir face à leurs privilèges.

1994
Signature d'un accord global sur les droits humains. La présence de la *Minugua*, mission de vérification dirigée par l'ONU, exposera le gouvernement à la critique si rien ne change en ce qui à trait à la violation des droits humains au Guatemala.

1995
Il est plus facile de comprendre le cycle de la répression et de la résistance auquel est assujettie la population du Guatemala que de comprendre pourquoi le monde extérieur a accordé si peu d'importance à toutes les violations qui y sont encore perpétrées.

Le poison néo-libéral

AU TERME D'UN STAGE DE SOLIDARITÉ DE QUINZE JOURS AU GUATEMALA, IL IMPORTE DE PRENDRE UN PEU DE RECUL POUR MIEUX SITUER LA PROBLÉMATIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE CE PAYS.

La plupart des observateurs internationaux soulignent, avec raison, l'état misérable de la démocratie dans ce pays. L'armée y représente le véritable pouvoir; son contrôle sur les pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif y est manifeste. La participation des citoyens au processus formel de la démocratie est réduite, seulement 13 % des citoyens ont exprimé leur suffrage lors du référendum de janvier 1993 sur des réformes constitutionnelles mineures. Le respect des droits humains dans ce pays s'avère une fiction à peine imaginable. On estime à environ 100 000 personnes le nombre des disparus depuis trente ans. Malgré la présence des observateurs de l'Organisation des Nations Unies (Minugua), on évalue à 1 500 le nombre des disparus au cours des six derniers mois. Chaque jour, plus de 1 000 violations des droits humains se produisent. L'histoire du Guatemala se résume à l'histoire de la répression. Ce portrait, vite esquissé, nous convainc de ce dérapage inacceptable de la démocratie au Guatemala.

Du point de vue économique, la situation n'est pas plus reluisante. La population vit dans un état de pauvreté très grande. Tous les principaux indicateurs socio-économiques démontrent la désintégration du tissu social, résultante de cette guerre civile quasi incessante depuis 1954.

Classé parmi les pays relativement pauvres de la planète, avec un revenu annuel par habitant de moins de 1 000 $, un taux d'analphabétisme très élevé (43,6 %), la situation économique s'améliore très lentement avec un taux d'inflation de 28 %. L'amélioration dans ce domaine se retrouve seulement dans l'augmentation des exportations et n'affecte en rien le statut du travailleur, compte tenu que 2 % de la population possède plus de 80 % des terres cultivables.

LE CONTRÔLE INTERNATIONAL

La crise économique du début des années 1980 et la chute de l'empire soviétique figure de proue du modèle socialiste, ont renforcé le développement du nouveau modèle économique : le néo-libéralisme. Aujourd'hui, via des organismes internationaux tels que la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI), les pays les plus riches (G-7) imposent cette nouvelle forme d'idéologie comme remède, tant aux problèmes démocratiques qu'économiques. En d'autres mots, il n'y aurait pas d'amélioration de la démocratie politique sans l'implantation du modèle néo-libéralisme économique.

Pour venir en aide aux pays en difficulté, le FMI impose les programmes d'ajustement structurel (PAS). Ces programmes se fondent sur le credo néo-libéraliste, à savoir la mondialisation de l'économie et la globalisation des marchés. En 1994, 124 pays ont signé les accords du GATT, donnant ainsi naissance à ➔

l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ce modèle de développement économique se résume à trois grandes caractéristiques :

1. Le moyen de production privilégié, c'est l'entreprise privée.
2. Le rôle de l'État doit être réduit à sa plus simple expression :
   - réduction des dépenses;
   - privatisation des services publics.
3. Les lois du marché doivent dominer :
   - abolition des barrières commerciales protectionnistes;
   - libre échange;
   - exportation.

Un tel programme d'ajustement, pour le Guatemala, entraîne des conséquences désastreuses, comme l'affirment deux chercheurs de l'Université de Montréal.

> *Les mesures destinées à rétablir l'équilibre budgétaire des gouvernements (coupures des dépenses publiques, hausse des impôts et des taxes) ont pour effet d'abaisser le revenu réel de la majorité des citoyens. Les interventions visant à accroître la compétitivité des entreprises et à réduire la dette de l'État (privatisation des firmes et des services publics) entraînent une augmentation du chômage. Les hausses de taux d'intérêt, destinées à réduire l'inflation, alourdissent l'endettement et restreignent le pouvoir de consommation des particuliers et des entreprises.* [1]

Ce sont les tenants du modèle néolibéral pur et dur qui ont amené au pouvoir l'ex-procureur des droits de l'homme Ramiro de León Carpio lors du coup d'État de 1993, avec pour conséquence l'accélération des programmes de privatisation. Le compte rendu de nos visites et rencontres que l'on retrouvera dans ce rapport démontre clairement ces effets néfastes au Guatemala. À titre d'exemple, on menace de privatiser actuellement le seul hôpital public de santé mentale au Guatemala, jetant ainsi dans la rue des indigents, incapables de payer. Dans le secteur de l'éducation, on réduit à trois le nombre d'années d'école publique obligatoire, diminuant ainsi le rôle de l'État. Imaginez les conséquences de telles actions pour les populations indigènes.

La problématique du respect des droits humains au Guatemala est certes capitale, mais elle est indissociable de la problématique des conséquences de la privatisation. En d'autres mots, le rétablissement d'une véritable société de droit ne favorise pas pour autant l'amélioration de l'état de la santé, de l'éducation et du travail chez la majorité de la population. Comme le disait Albert Jacquart :

> *La véritable liberté est indissociable de la protection des plus faibles. Le libéralisme à l'occidental est synonyme d'esclavage pour la grande majorité des hommes, qu'ils soient citoyens des pays du Sud ou relégués dans les couches défavorisées des pays du Nord. La tâche la plus urgente n'est pas de livrer, comme le font actuellement la Banque mondiale et le FMI, les démunis à l'appétit des nantis, mais de préserver durablement les garanties sociales ou écologiques obtenues, au prix souvent de dures luttes, pour certains, puis d'étendre ces garanties à tous les terriens.*[2]

1 ÉTHIER, Diane et DUQUETTE, Michel, *Libéralisation économique et démocratisation politique.* In Revue Interface, Montréal, janvier-février 1995.

2 JACQUART, A., *J'accuse l'économie triomphante.* Calman-Lévy, Paris 1995, p. 79.

Inaccessible assiette

À grande échelle, la production agricole d'exportation qui se développe dans la zone sud-occidentale, par exemple, peut se faire grâce à la concentration des meilleures terres aux mains d'une minorité. Cela explique que la production paysanne est circonscrite à la culture à petite échelle d'un ou deux produits comme le maïs et le riz, ce qui n'est pas suffisant pour le soutien alimentaire de la famille.

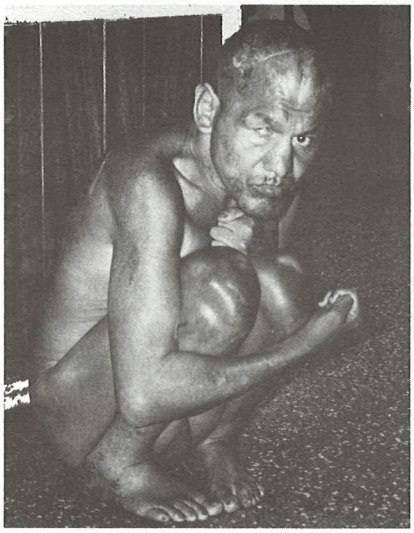
La culture des produits agricoles pour l'exportation, amène l'usage intensif et extensif des meilleures terres de cette zone. Cela réduit la disponibilité de terres louables aux paysans et, quand il y en a, elles sont de mauvaise qualité et à un prix trop élevé.

Cette dure réalité oblige indirectement les paysans à se joindre à la culture des produits d'exportation, comme le café et le sésame, pour se procurer des nécessités de base de la famille. Toutefois, l'inconvénient est que la commercialisation se fait par le biais des intermédiaires qui s'approprient les véritables gains de cette production.

Cette utilisation des terres paysannes dans la culture de produits pour l'exportation, non seulement fait en sorte que le paysan ne produit pas les grains de base qu'il peut canaliser vers les marchés locaux et régionaux, mais elle provoque l'augmentation du prix de ces produits indispensables au régime alimentaire des familles paysannes. Cela ne peut qu'accentuer la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les communautés de cette zone.

En plus de cette situation, l'appauvrissement quantitatif et qualitatif en nourriture s'explique par les salaires injustes, l'augmentation de l'inflation, etc. Évidemment, ceci affecte énormément la santé familiale, spécialement celle des enfants qui sont en période de croissance.

La peur intérieure



LA PAUVRETÉ, LA MALNUTRITION, L'INSÉCURITÉ, LA PEUR ET L'OPPRESSION N'OFFRENT-ELLES PAS TOUS LES INGRÉDIENTS DU DÉSÉQUILIBRE HUMAIN?

La situation actuelle de la santé au Guatemala reflète une des conséquences ultimes de l'application des politiques néolibérales du gouvernement. Elle se traduit par un désengagement progressif de l'État en regard des politiques de soins, conduisant, à très court terme, à un impératif de privatisation brimant ainsi l'accès à des services de santé universels.

C'est sous cette toile de fond que des associations syndicales en santé intensifient leurs luttes sous-tendues par trois grands objectifs :

- la défense des droits humains;
- la stabilité de la main-d'œuvre;
- l'universalité des soins.

Après avoir visité l'*Hospital national de salud mental*, nous avons rencontré les travailleurs syndiqués qui nous ont décrit la situation.

Considéré il y a quinze ans comme le meilleur hôpital psychiatrique de toute l'Amérique centrale, cet hôpital est présentement le seul établissement public de santé mentale dans tout le Guatemala. D'une capacité de 400 lits, l'hôpital dispense des services en psychiatrie aux femmes et aux hommes âgés de 15 à 65 ans. Il n'existe pas de service public pédiatrique en santé mentale au Guatemala.

Voisin d'une prison, l'hôpital est éloigné de Guatemala City et offre une structure d'habitation assez convenable. Les aires intérieures permettent l'accès à l'extérieur, offrant une nature riche en verdure et en fleurs. Les départements visités (pavillons de malades chroniques, par exemple) nous amènent à constater le manque évident de personnel et de ressources matérielles.

Les personnes malades, souffrant majoritairement de schizophrénie, vivent dans une pauvreté extrême, amplifiée par la pathologie mentale. Après cinq ou six hospitalisations, elles sont malheureusement trop souvent abandonnées par leur famille et laissées à elles-mêmes, sans support.

Le manque de ressources et le désengagement des familles laissent entrevoir très peu de possibilités de réhabilitation. Cependant, des traitements pharmacologiques (lithium, antidépresseurs et antipsychotiques) sont offerts gratuitement pour les patients pouvant fonctionner dans leur milieu de vie. La sismothérapie (électrochoc) n'est plus utilisée aujourd'hui. Cependant nous avons vu une personne ayant subi deux lobotomies (opération de neurochirurgie du cerveau). De façon générale, ce traitement n'est utilisé que pour traiter les cas les plus graves d'agressivité et ce, à la demande des familles, alors que les divers autres traitements ont échoué.

Le personnel vit d'énormes difficultés car il doit faire face à de multiples agressions de la part de certains patients. La majorité des travailleuses et travailleurs de la santé de l'hôpital ne possèdent pas les habilités nécessaires pour agir efficacement auprès de la clientèle psychiatrique car ils n'ont aucun accès à des programmes de formation continue.

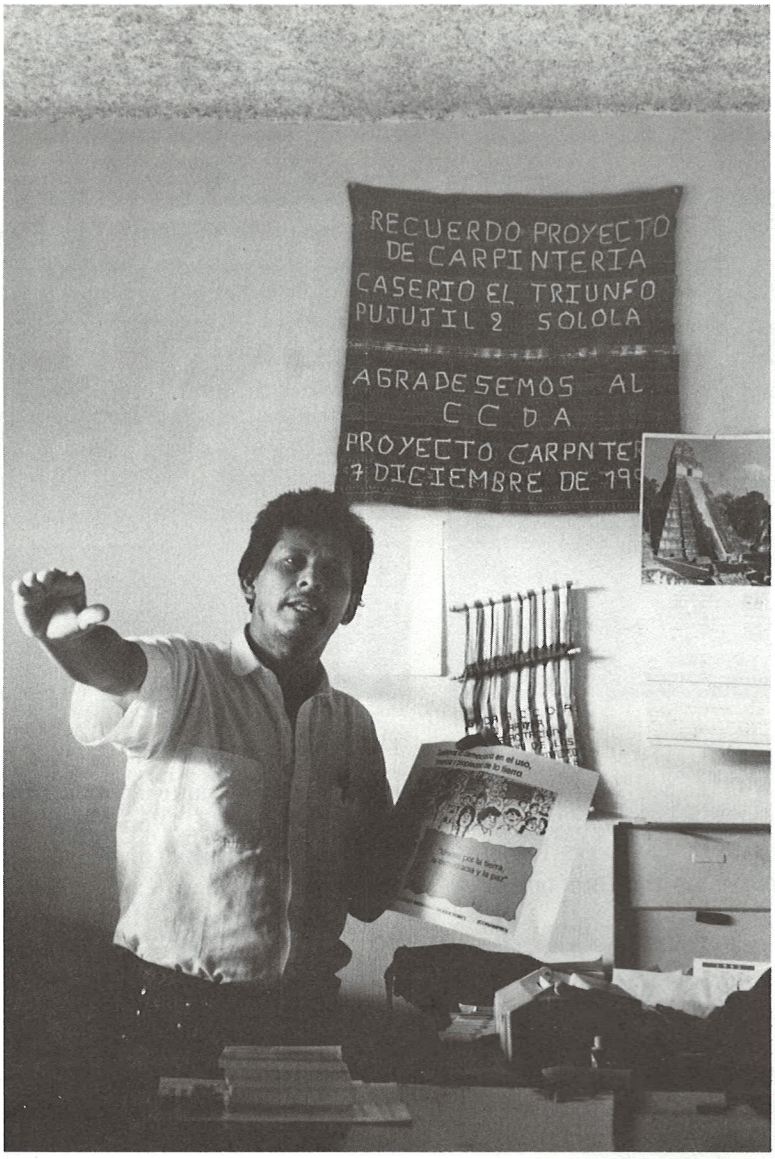
L'état de la santé mentale au Guatemala est lamentable. Les gens vivent dans une peur chronique liée à la répression exercée par le gouvernement; c'est pourquoi peu de travailleuses et travailleurs ont le courage de dénoncer publiquement la situation actuelle par crainte de répression.

La liberté en friche

L'importance de la terre pour le peuple maya tire son origine de sa vision du cosmos en relation avec le monde dans lequel il vit. La nature, la terre comme source de vie et le maïs comme pivot de sa culture, se sont transmis de génération en génération à travers les oeuvres matérielles, l'écriture et surtout la tradition orale où la femme a joué un rôle déterminant.

Hier

Le peuple maya a été soumis à un système d'oppression et d'exploitation qui a commencé avec l'invasion espagnole et s'est poursuivi et maintenu par la domination de groupes minoritaires au pouvoir. Plusieurs formes de résistance, créées par le peuple autochtone au cours des générations passées, leur ont permis de conserver leur identité et de ne pas disparaître comme peuple. Malgré 500 ans de résistance, le développement historique de la réalité agraire au Guatemala se caractérise depuis 40 ans par une expropriation constante de la terre, appuyée par des politiques injustes qui garantissent à une minorité de grandes extensions de terres aptes à la culture avec, en prime, une main-d'oeuvre abondante et bon marché. C'est aussi pour satisfaire la demande du marché de l'exportation agroalimentaire que les expropriations de terres se sont intensifiées sous le régime libéral. Parallèlement à ces enjeux, le pouvoir militaire exerce une répression sans précédent en délogeant de force les paysans et cela, au nom de la loi et de l'ordre.



Angel Lionel, de CONAMPRO (organisation paysanne)

Deux institutions ont été mises sur pied par le gouvernement ces dernières années, l'Institution national de transformación agraria (INTA) et le Fonds pour la terre FONATIERRA, pour aider le paysan à acheter une terre et lui procurer une assistance technique et financière pour la production agricole. Malheureusement, les politiques de ces organismes n'ont pas favorisé le paysan qui se voit encore à l'heure actuelle, privé de ressources économiques et juridiques efficaces et maintenu dans des conditions de travail qui se comparent à celles de l'époque féodale.

Aujourd'hui

Actuellement, selon les informations disponibles, 2 % de la population guatémaltèque possède entre 78 et 85 % de la terre productive; ces terres se retrouvent en majorité inoccupées et inexploitées. Il reste entre 15 % et 22 % de terres cultivables pour l'usage de 98 % de la population. Cet état de fait nous situe au coeur même d'une division profonde qui caractérise la distribution de la terre : grande propriété, petite propriété. Ce système oblige les paysans à vendre leur force de travail aux grands propriétaires terriens en perpétuant ainsi leur situation d'opprimés.

Au Guatemala, le phénomène des réfugiés, des déplacés à l'intérieur du pays ou des communautés en résistance est le fruit de l'action répressive et brutale de l'armée contre la population civile.

Depuis quinze ans, des centaines de milliers de familles ont été déplacées de leur foyer par l'armée. La majorité de la population vit sous un climat de violence et de contrôle civil inhumain. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays dépasse le million. Ces populations de déplacés vivent cachées, travaillent dans les fermes côtières ou encore dans les bidonvilles de la capitale. Ne possédant pas de papiers, ces personnes se voient obligées de travailler pour des salaires de famine, à la merci de l'exploitation des soldats.

Il y a encore beaucoup de Guatémaltèques réfugiés au Mexique (environ 200 000). Ce sont des paysans mayas qui ont fui la violence des militaires. Le quart d'entre eux est reconnu comme ayant le statut officiel de réfugiés, les autres n'ont aucun papier ni aide sociale. Ils ne peuvent revenir dans leur village, les terres étant occupées par d'autres et ils doivent attendre qu'on leur distribue de nouvelles terres, souvent dans des régions du Guatemala qu'ils ne connaissent pas.

Pris dans son ensemble ou isolément, le problème des réfugiés et des déplacés constitue une terrible réalité. Il serait faux de prétendre que c'est un simple problème relié au rapatriement d'immigrants qui désirent revenir légalement dans leur pays. On se tromperait également en prétendant juger le problème sur une base administrative ou économique. La population déplacée constitue le témoignage vivant d'une politique répressive qui laisse des traces historiques sur toute la nation. Il est impossible de résoudre un problème aussi complexe sans s'attaquer aux causes réelles. Plusieurs facteurs compliquent la situation : la guérilla, les campagnes de l'armée visant à raser les villages, l'agriculture intensive, la déforestation générale, etc.

Demain

C'est dans le cadre des accords de paix initiés au Mexique le 24 avril 1991 entre le gouvernement, les forces armées et l'URNG que nous retrouvons les propositions concrètes qui s'attaquent au coeur même des difficultés vécues par les réfugiés, les déplacés et les populations en résistance.

Depuis trois ans, les négociations se poursuivent lentement entre les parties, au prix de compromis difficiles à faire de part et d'autre.

D'autres thèmes demeurent en suspens, tels la démocratisation des terres, l'assistance technique et financière, le rôle des institutions gouvernementales en lien avec la politique agraire et les réformes institutionnelles. La prochaine ronde de négociations se penchera dans les prochains mois sur la réforme socio-économique et sur la gestion agraire en particulier.

Sans une solution au problème de la terre, il n'y aura pas de véritable solution à la répression. La solution passe, entre autres, par une réforme agraire en profondeur et par une meilleure politique d'utilisation de la terre. Sans nul doute possible, elle passe aussi par l'adoption d'un code du travail reconnaissant les droits des travailleuses et travailleurs et, par le respect du droit le plus important d'entre tous, celui de s'organiser librement, qu'ils puissent enfin défendre leurs intérêts sans risquer leur vie à chaque instant.

En attendant, qui peut changer la situation? Les paysans, les réfugiés, les déplacés et les populations en résistance continuent de se soutenir à travers chacune de leur organisation et, au moyen de leur mobilisation, tentent d'influencer au péril de leur vie le processus des accords de paix. Beaucoup de communautés paysannes ont entrepris des démarches légales pour devenir propriétaires de leurs terres. D'autres demeurent sans ressources suffisantes pour sortir du cercle vicieux de l'oppression.

APRÈS TROIS MOIS D'OCCUPATION DEVANT LE PALAIS PRÉSIDENTIEL, CETTE COMMUNAUTÉ PAYSANNE A RÉUSSI À OBTENIR DES TERRES.

Des espaces de liberté

Lors de notre séjour, nous avons rencontré quatre communautés distinctes: Astlán, Quixaya, Nueva Vida et La Paz. Au coeur de leur lutte pour créer un espace de liberté, les paysans travaillent avec labeur pour se nourrir, éduquer leurs enfants, s'organiser. Il faut savoir que ces groupes rencontrés comptent parmi des centaines de milliers de familles déplacées de leur foyer par l'armée depuis quinze ans. En fait, la majorité de la population vit sous un climat de violence et de contrôle inhumain depuis plus longtemps encore. Nombreuses sont ces familles qui continuent de travailler dans les grandes fermes côtières. Sans papiers, elles tentent de gagner leur vie afin de préserver ce qui reste de leur famille et de leur village pillé. Les personnes déplacées peuvent à elles seules en dire long sur la question de la terre. En quête de reconnaissance, des communautés entières mènent une lutte constante pour voir leur existence officiellement reconnue, pour recouvrer leur identité ethnique, culturelle et religieuse et pour retourner collectivement à leur lieu d'origine.

Astlán... se nourrir
(communauté mam)

La route qui nous mène au village d'Astlán témoigne bien de son isolement : cahoteuse, défoncée, vidée de ses veines jusqu'à la prochaine saison des pluies. Nous nous y sommes rendus sous le regard amusé d'un soleil curieux de nous voir débarquer de ce petit autobus hirsute dans ces champs asséchés et poussiéreux. Astlán : petites maisons fragiles aux toits de palme, sol de terre battue, absence d'eau à proximité, malnutrition et autres problèmes de santé qui s'accrochent comme à toute misère, comme à toute pauvreté. Terres fébriles, gagnées durement par ces gens après une lutte serrée. Un début de victoire seulement. Une soixantaine de familles y survivent avec quelques puits, et peu de pluie. Ici, le manque de systèmes d'irrigation est déterminant sur le niveau de développement de l'agriculture. Son absence signifie que la culture demeure dépendante des cycles de pluie. Ainsi, des parcelles de terre qui pourraient donner trois ou quatre récoltes dans l'année n'en donnent péniblement qu'une, parfois deux avec beaucoup de chance.

Des hommes et des femmes fatigués par la lutte ont des avis partagés sur la priorité à accorder au développement du village : avoir un puits à chaque maison ou irriguer la terre pour qu'elle leur donne de quoi survivre. La source des conflits internes se situe entre autres, entre les hommes et les femmes de la communauté. Consolation ou nouvelle forme d'aliénation, la télévision y vit de son coeur artificiel depuis peu. Parenthèse fragile du contact entre deux mondes... Une visite qui rappelle que toute expérience de développement se doit d'être une démarche de coopération.

PROTO : PATRICIA LEGAULT

L'école d'Astlán

QUIXAYA... S'ÉDUQUER
(COMMUNAUTÉ TZUTUJIL)

Quixaya est une communauté située dans les montagnes bordant le lac Atitlán. À Quixaya, on se bat pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs dans les grandes plantations et sur les *fincas* (terres agricoles). La communauté, composée de 90 familles, a dû quitter la *finca* à cause des conditions exécrables dans lesquelles elle vivait et a acheté des terres avec l'aide du curé du diocèse de San Lucas. Tant d'efforts ont été mis en commun pendant plusieurs années pour le développement et l'essor de la communauté; efforts pour la formation de comités actifs et combatifs, efforts pour des promoteurs de la santé, des projets agricoles, de promotion de la femme, socioculturels, etc., comités où hommes et femmes, conjointement, développent les secteurs d'organisation de la communauté. Une coopérative a d'ailleurs été mise sur pied en 1978 et fonctionne très bien. On vise maintenant l'autofinancement. Chaque famille paye son électricité et son eau courante à la coopérative. Les bénéfices sont réinvestis dans la communauté pour d'autres projets. Ici, l'éducation est au centre des préoccupations. Un des dirigeants de Quixaya nous confiait à son tour : «*Nous voulons nous organiser ensemble pour payer les études de nos jeunes, à l'extérieur du village s'il le faut; nous voulons former nos propres enseignants pour nous éduquer; nous voulons former nos propres avocats pour nous protéger des lois.*»

NUEVA VIDA... VIVRE
(COMMUNAUTÉ CAKCHIQUEL)

Nueva Vida est un de ces villages de déplacés qui fait partie de la nouvelle réalité géographique et sociale du Guatemala et ce, depuis quelques années. Les paysans mayas ont été chassés des *fincas* où ils habitaient et travaillaient, soit parce qu'ils exigeaient des conditions de vie meilleures, soit qu'ils demandaient une augmentation de salaire (2 $ par jour) ou encore qu'ils se retrouvaient en conflit avec le pouvoir militaire. Ces paysans et leur famille ont donc préféré à la confrontation la construction d'un nouveau village et une nouvelle vie ailleurs. *Nueva Vida* est un petit village guatémaltèque situé dans le Quiché, en pleine campagne, à flanc de montagne avec des petits chemins rocailleux qui la serpentent et contournent les maisons de bambou ou de blocs de terre et ciment. Ce village créé en 1992 côtoie d'autres villages de déplacés comme Quixaya. Le modèle et la réussite de l'autre communauté donnent de l'espoir et permettent de continuer le travail déjà commencé. *Nueva Vida*, c'est 99 familles qui ont le goût de vivre ensemble, heureux et solidaires.

Le lopin de terre qu'ils ont réussi à acheter, terrain pentu en bordure de la route suffit à peine à contenir la centaine de familles qui y ont élu domicile depuis peu. L'espace exigu les force à s'entasser à trois ou quatre familles sous le même toit.

Pour cultiver le maïs et les *frijoles* (fèves noires) leur nourriture quotidienne, la jeune communauté de Nueva Vida loue une parcelle de terre à 20 kilomètres du village, ce qui augmente le temps et le coût des déplacements. À la saison de la récolte du café, tous se déplacent dans les plantations pour augmenter leur revenu. Même les enfants ramèneront quelques *centavos* qui, mis en commun, aideront à payer l'enseignante. Ils pourront ainsi bénéficier de quelques journées de plus à l'école. Comme on a pu le constater à Nueva Vida, la détermination à sortir de la pauvreté fait que ces gens *priorisent* en tout premier lieu l'éducation de leurs enfants, et ce, malgré la longue liste des besoins. La première action a été de construire une école à l'été de 1994 avec l'aide d'AMISTAD, une ONG de Thetford Mines. Le responsable de la communauté nous affirmait : «*nous savons que si nos enfants n'apprennent pas à lire, ils subiront toute leur vie le poids de l'exploitation et de l'oppression qui nous ont menacés jusqu'à maintenant.*» Ils sont conscients que le manque d'éducation constitue en soi une des premières barrières au développement. *Éduquer, c'est se libérer.*

LA PAZ... S'ÉPANOUIR
(COMMUNAUTÉ MAM)

Coatepeque est une ville moyenne de l'ouest du Guatemala, non loin de Quetzaltenango et à moins de 100 kilomètres du Chiapas et des frontières mexicaines. C'est là que se trouvent les bureaux de l'Association pour le développement intégral (ADI). Cette ONG guatémaltèque a comme fondatrice et coordonnatrice Edna Calderon, femme médecin. L'organisme a été mis sur pied en novembre 1990.

La vocation d'ADI est d'aider vingt-huit communautés mayas mam de la région en leur fournissant un programme de développement de base bien structuré. Par de la formation, de l'information et du travail concret sur le terrain, les grands secteurs de développement sont touchés : éducation et socioculturel, agriculture, santé (nutrition, information et soins médicaux), environnement (eau potable, latrines, construction de cuisinières et reboisement) et entrepreneurship féminin. Vingt-deux personnes participent à cette organisation de développement, quatre administrateurs et dix-huit animateurs-terrain. La majorité travaille bénévolement.

Dans cette région du pays, les conditions de santé sont déplorables, particulièrement pour les enfants de 0 à 6 ans. Edna Calderon affirme qu'au Guatemala, l'eau est polluée. La diarrhée est généralisée, la sous-alimentation omniprésente ainsi que les troubles respiratoires à cause des poêles intérieurs traditionnels qui ne sont qu'une espèce de foyer sans cheminée, qui enfument ainsi la maison ou la hutte à longueur de journée.

Pilotés par Edna Calderon, nous avons visité un village mam près de Coatepeque. Il nous a fallu deux heures pour parcourir les 40 kilomètres de routes difficiles qui nous séparaient de La Paz. La superficie du village est ceinturée par de très grandes exploitations de caoutchouc. Cette petite communauté s'est prise en main tant bien que mal depuis 1975, moment où les hommes se sont tous fait licencier par le propriétaire d'une *finca* qui refusait de les payer selon le salaire minimum en vigueur. La Paz est la première communauté de la région à s'être prise en main de la sorte, exactement au moment où la répression armée allait s'intensifier au Guatemala.

La survie de cette population est passée par la solidarité. La mise sur pied d'une coopérative a été déterminante. Très rapidement, la population a compris que les hommes et les femmes devaient travailler ensemble en harmonie pour un développement durable. L'alphabétisation des enfants était une priorité. En 1990, lorsque La Paz a été aidée par l'ADI, les structures permettant un réel essor se sont cristallisées. Des projets agricoles sont apparus : le maïs pour l'autosubsistance, la culture des mangues pour la vente et un élevage de poulets géré par les femmes. L'emphase a été mise sur l'éducation à la santé, une pharmacie a été montée, des latrines ont été creusées et un programme de nutrition a été créé. Plusieurs bourses d'études ont été décernées en vue d'une meilleure alphabétisation.

La communauté s'est dotée d'une installation bétonnée pour stocker l'eau potable qui est distribuée ensuite par des canaux qui alimentent les foyers. Une trentaine de milliers de dollars ont été investis dans ce système d'eau potable : les cent familles de la communauté se sont partagées les coûts.

Nous avons toutes et tous senti à La Paz beaucoup de chaleur humaine très intense. Les responsabilités du développement ont été partagées, laissant une grande place aux femmes dans l'organisation de l'infrastructure sociale.

Les stagiaires ont été impressionnés par le modèle de développement mis de l'avant par l'ADI. D'abord centré sur la participation communautaire, l'action de l'association fait en sorte que tous les secteurs nécessaires à l'épanouissement de l'individu puissent se réaliser. Soutenue par ces nouvelles structures, la population se prend en charge et aspire à un développement durable.

Espérer dans l'ombre

LES FEMMES CONSTITUENT 51 % DE LA POPULATION DU GUATEMALA. LE SYSTÈME SOCIAL, ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET CULTUREL A RELÉGUÉ LA FEMME EN SECONDE PLACE. À CAUSE DU MACHISME, DE LA DISCRIMINATION, DE LA MARGINALISATION, DE L'OPPRESSION ET DE LA VIOLENCE, LES FEMMES NE PARTICIPENT PRATIQUEMENT PAS À LA VIE SOCIALE, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ.

La guerre civile qui déchire le pays depuis plus de trente ans a eu un impact important sur la situation de nombreuses femmes guatémaltèques. Au début des années 80, la répression gouvernementale, qui avait alors pris des allures de génocide, a frappé durement la population, en particulier les communautés autochtones, faisant ainsi des milliers de veuves, à qui incombe aujourd'hui l'entière responsabilité de la famille. Les femmes autochtones font face à une situation qui leur est propre, elles commencent à s'organiser et à prendre conscience de leur condition, dans la mesure où elles cherchent à apporter des solutions aux problèmes auxquels elles sont confrontées. Les femmes dans les bidonvilles, en particulier aux environs de la capitale, ont été grandement affectées par la répression des gouvernements antérieurs; elles s'organisent aujourd'hui pour le droit à un logis convenable, tout en incorporant à ces revendications d'autres demandes qui leur sont propres.

La lutte pour les droits de la femme doit s'inscrire dans le contexte de la lutte pour une véritable démocratie. Cela implique une certaine convergence avec les autres secteurs populaires et démocratiques du pays.

Florinda, Edna, Isabelle et les autres

IL Y A DÉJÀ QUELQUE TEMPS QUE JE SUIS REVENUE AU PAYS. BIEN SÛR, J'AI FAIT BEAUCOUP DE KILOMÈTRES, J'AI VISITÉ PLUSIEURS VILLAGES, ADMIRÉ DE SUPERBES VOLCANS, MARCHÉ DANS LA FORÊT TROPICALE, MONTÉ SUR UNE PYRAMIDE MAYA... MAIS CE QUI RESTERA TOUJOURS GRAVÉ, PAS SEULEMENT DANS MA MÉMOIRE, MAIS AUSSI DANS MON COEUR, CE SONT LES FEMMES QUE J'AI RENCONTRÉES AU GUATEMALA. MÊME AVEC LA BARRIÈRE DE LA LANGUE, NOUS NOUS REJOIGNONS : DES YEUX NOIRS QUI PARLENT, DES SOURIRES, DES POIGNÉES DE MAINS SOLIDES, CHAUDES... DES REPAS PARTAGÉS MALGRÉ *LES RIENS* DISPONIBLES.

Que de femmes courageuses nous avons rencontrées.

Très souvent elles sont mères de nombreux enfants. À Astlán, nous avons rencontré une jeune mère de 16 ans, ayant un enfant de sept mois, du même âge que celui de sa belle- mère. C'est donc jour après jour que ces femmes travaillent sans relâche au bien-être de leur famille dans des conditions désolantes. Ces mères répètent inlassablement les mêmes gestes que leurs mères, et que probablement leurs filles répéteront aussi.

Que de femmes impliquées nous avons rencontrées.

Je n'ai qu'à penser à Florinda, du village de La Paz, femme solide qui connaît bien les problèmes des siens. C'est la porte-parole des femmes de son village. Elle nous annonce qu'il y aura le 8 mars une grande manifestation dans la capitale pour dénoncer l'utilisation de la femme comme objet. Devant nos regards attentifs, d'autres femmes nous parlent de projets concrets qui viennent améliorer les conditions de vie dans leur village.

Que de femmes organisées nous avons rencontrées.

Le premier visage que je revois est celui d'Edna Calderon, femme médecin et coordonnatrice de l'Association pour le développement intégral (ADI). Quel sourire et quel accueil : femme de tête et femme de coeur. Avec l'ADI, elle travaille sans relâche afin d'améliorer les conditions de vie des communautés, elle coordonne différents groupes de travail (santé, éducation, promotion de la femme, etc.). Elle sait s'entourer et aussi déléguer.

Que de femmes déterminées nous avons rencontrées.

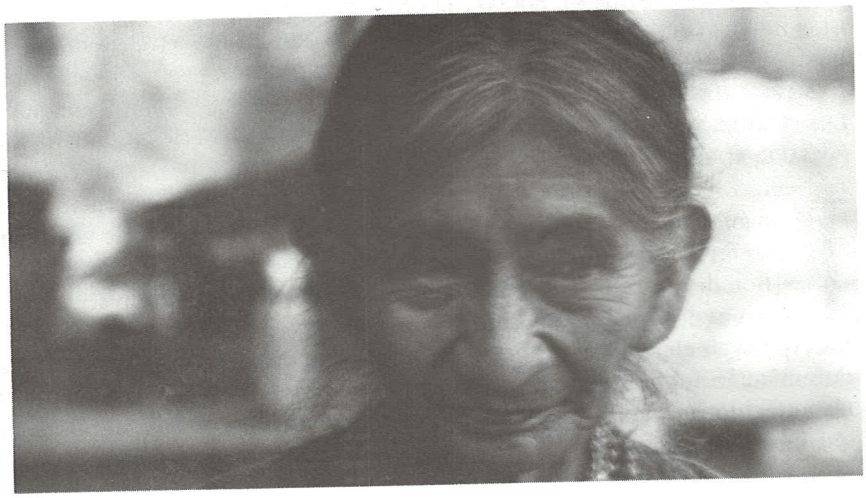
Quand je parle de détermination, je pense à l'avenir, à la jeunesse. Je pense à Isabelle Solis et à Rosario Jolón, toutes deux travaillant pour des organisations de paysans qui, malgré l'intimidation militaire, vont de l'avant. Que de travail pour ces jeunes femmes : les terres à récupérer, la santé, les droits humains... qu'importe, elles foncent.

Que de femmes solidaires nous avons rencontrées.

En écoutant le récit de ces femmes qui recherchent sans relâche un mari, un fils, une fille disparus et cela, malgré les menaces, nous avons reconnu dans ces femmes, des personnes travaillant dans la solidarité pour la défense des droits humains, du droit à la vie, à la liberté et à la paix.

Le mirage du respect

LES DEUX GRANDES GUERRES ONT LAISSÉ DANS LEURS SILLONS DES MILLIERS DE CADAVRES, DES FAMILLES DÉSUNIES, DES ENFANTS ABANDONNÉS, DES PAYSAGES DÉVASTÉS. PLUSIEURS PAYS SE SONT RETROUVÉS DANS UN ÉTAT DE DÉCHIRURE SOCIALE, ÉCONOMIQUE ET ÉCOLOGIQUE INHUMAINE. C'EST CETTE SITUATION DÉPLORABLE QU'AUCUN NE VOULAIT PLUS JAMAIS VOIR SE REPRODUIRE QUI, À LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, A DONNÉ NAISSANCE À LA FONDATION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES. DÈS 1945, LE GUATEMALA S'EST JOINT À UNE CINQUANTAINE DE PAYS DU MONDE ENTIER AFIN DE PROMOUVOIR LES PRINCIPES FONDAMENTAUX VISANT À INSTAURER LA PAIX, LA LIBERTÉ, LA JUSTICE ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES NATIONS ET LES HUMAINS. DE FAÇON PLUS SPÉCIFIQUE, C'EST EN 1948 QUE FUT ADOPTÉE À L'ONU LA *DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME*. CETTE DÉCLARATION, JOINTE AUX DEUX PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES ET AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, CONSTITUE LA CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA PERSONNE.



Pourtant au Guatemala, le respect des droits humains est encore une fiction après plus de quarante ans, avec quelques années de trêve sous la présidence de Jacobo Arbenz, lequel a été renversé par un coup d'État militaire orchestré par la CIA. Depuis 1954, l'armée a dirigé à sa guise le pays, menaçant et exécutant tout individu ou groupe qui tentait de se rebeller contre sa répression hautement organisée, son seul objectif étant de sauvegarder les privilèges financiers et terriens de ceux qui détenaient le pouvoir par les armes ou de leurs acolytes des multinationales. À preuve, en 1982 la violence sanguinaire du général Lucas, qui s'arrogeant le pouvoir à son tour, a exproprié de leurs terres des milliers de paysans mayas, brûlant leurs villages, les tuant ou les massacrant. Ceux-ci ont dû fuir à l'intérieur du pays et des milliers d'autres se sont réfugiés au Mexique dans des camps de fortune.

Ce nouveau coup d'État a soulevé d'importants mouvements de révolte populaires. C'est à ce moment que le général Rios Montt, comme théoricien de la contre-insurrection, a consolidé l'organisation des patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) sous un programme au nom exotique *Fusils y Frijoles*! Les membres de ces patrouilles sont recrutés parmi le peuple paysan de façon volontaire mais obligatoire! Ils ont pour fonction de maintenir l'ordre établi en surveillant les gens de leur localité et en les dénonçant. C'est la délation érigée en système. Difficile dans ce contexte de faire valoir ses droits : droit à la terre, droit de parole, droit à la scolarisation, droit à des soins de santé, droit de revendiquer ses droits! En 1986, sous l'égide de l'ONU et suite à des pressions de la communauté internationale, un processus de paix a été entamé avec le nouveau gouvernement civil, l'incitant à respecter la charte des droits de la personne sous ses différents aspects. C'est ainsi que le 29 mars 1994 fut signé entre le gouvernement guatémaltèque et l'Unidad revolucionaria nacional guatemalteca (URNG) un accord global pour les droits humains.

Malgré la signature de cet accord, on a recensé en 1994 plus de 2 500 personnes disparues, torturées ou même tuées par les forces répressives du pouvoir guatémaltèque. Dernièrement, en février 1995, lors d'une manifestation à l'université de Guatemala City, un étudiant est mystérieusement disparu. Quelques semaines plus tard, son corps a été retrouvé. *On l'avait assassiné.* Même scénario pour le directeur de la revue de gauche TINAMIT, abattu en mars dernier.

Obed Valladeres, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de la santé du programme de santé publique de prévention de la malaria, demande actuellement l'asile politique au gouvernement canadien. Depuis plusieurs mois il vit caché car il a reçu des menaces et a même été séquestré et torturé par les autorités. On reproche à Valladeres d'avoir dénoncé l'abolition de ce programme de prévention, unique moyen de contrer réellement les menaces d'épidémie de cette terrible maladie infectieuse.

Le respect des droits humains est la seule garantie contre la pauvreté et la violence, la seule voie vers la libération et la PAIX. Il est long le chemin qui mène à la liberté, et semé de multiples embûches. Mais la force vitale de ce peuple semble armée d'une patience infinie!

Le poids du soutien

LE GROUPE D'APPUI MUTUEL (GAM) A VU LE JOUR EN 1984, SUITE À LA DISPARITION D'UN ENFANT. IL EST FORMÉ DE 8 000 PERSONNES DONT 95 % SONT MAYAS ET 5 % LADINOS (MÉTIS), VENANT DE PARTOUT À L'INTÉRIEUR DU PAYS. IL REGROUPE SURTOUT DES FEMMES DONT DES ENFANTS, LE MARI OU AUTRES MEMBRES DE LEUR FAMILLE ONT DISPARU.

Depuis onze ans, ce groupe travaille à contrer la violation des droits humains, et apporte un appui aux victimes d'oppression. Ils font appel aux *brigades de la paix* pour accompagner à l'hôpital, les femmes ou les hommes blessés, car ils risquent d'être enlevés ou assassinés. Actuellement, les assassinats et les disparitions continuent. Souvent les gens impliqués dans la recherche du respect des droits humains sont menacés de mort de façon anonyme.

Les témoignages de trois femmes qui vivent des événements tragiques depuis douze ans nous ont fortement ébranlés : l'une recherche son fils, l'autre son mari et la troisième recherche sa fille disparue aussi... Ces trois femmes, malgré leurs malheurs et leurs souffrances, nous ont donné des leçons de courage et d'espoir des plus touchantes.

Le peuple doit être *aveugle, sourd et muet* pour ne pas risquer sa vie. Malgré tout, GAM garde l'espérance d'un changement. Il souhaite le rétablissement de la dignité, du droit à la vie, de la liberté et de la paix sur la terre des Mayas! GAM milite pour la paix, le respect des droits et la démilitarisation du pays. GAM reçoit de l'appui international et c'est ce qui lui permet de survivre.

Les naufragés du trottoir

LE SOLEIL SE LÈVE AVEC MON RÉVEIL, IL EST 6 H ET LE MATIN EST TÔT. AUJOURD'HUI, SOIT LE 2 MARS 1995, RESTERA À TOUT JAMAIS GRAVÉ DANS MA MÉMOIRE.

Je pars vers 8 h pour la Casa Alianza, un organisme qui travaille auprès des jeunes de la rue depuis environ douze ans.

Après une bonne marche, j'arrive devant une grande maison où déjà une dizaine de jeunes sont assis sur le trottoir devant la porte en grillage. Un gardien de sécurité m'accueille et me prie d'attendre Wellington, un des travailleurs de la rue et aussi un représentant de cette organisation, que j'accompagnerai aujourd'hui.

Nous sommes maintenant sur la route à observer ce qui se passe autour de nous. Notre premier arrêt se fait près du palais présidentiel où une dizaine de personnes circulent. Sur un banc du parc, deux jeunes dorment, ils ont 14 et 15 ans. L'un d'eux est mal en point, il s'est fait battre par un gang la nuit dernière. Son copain, lui, reçoit des soins pour ses lèvres qui sont gercées au point de saigner. Nous jasons une bonne heure avec eux. Ils dorment régulièrement dans ce parc. Plus tard, deux adolescentes arrivent. Elles ont tout au plus 13 ou 14 ans, l'une d'elle est enceinte.

Nous continuons notre route et nous rencontrons un peu plus loin un adolescent de 12 ans avec son frère de 7 ans. Ils arrivent du Honduras et ils ne sont que de passage au Guatemala. Ils rêvent d'aller s'établir aux États-Unis, espérant une vie meilleure. C'est le rêve de bien des jeunes en Amérique latine. Une vision d'un monde idéalisé où on oublie que la réalité est souvent très dure et trompeuse.

Les heures passent et nous avançons tranquillement dans la capitale. Nos arrêts sont parsemés de belles rencontres avec des jeunes de la rue. On peut les appeler des *enfants* de la rue tellement ils sont jeunes : 6, 7 et 8 ans. Ils sont seuls dans cette ville sale où la pauvreté est grande. Ils sont mal nourris et laissés à eux-mêmes dans une société où l'on ne peut que survivre. Ces jeunes sont couchés sur les trottoirs, dans les parcs ou encore cirent les chaussures des passants.

De cette expérience de travail de rue au Guatemala, il y a un endroit qui m'a marqué plus que les autres. C'est le cas d'un certain parc, où nous nous sommes rendus vers la fin de l'avant-midi alors que le soleil était fort et chaud. Une quinzaine de jeunes se bousculent, rient et mangent des tortillas. Ces jeunes sont beaux mais pourtant on peut lire la tristesse dans leurs yeux. Plusieurs d'entre eux tiennent un chiffon dont ils se servent pour aspirer la drogue, le *thinner*, le décapant, les illusions pour oublier la faim, la soif et la solitude. Ces jeunes sont laissés à eux-mêmes mais, ils se regroupent puisque la rue les unit. Ils sont sales, affamés et écorchés. Ils restent solidaires et n'hésitent pas pour nous dire qu'un autre est blessé là-bas, ils aident même à soigner.

Casa Alianza est très présente dans le pays. Ils sont 225 travailleuses et travailleurs de rue pour tout le Guatemala. Leur mandat est de répondre aux besoins des jeunes de la rue. Ces priorités sont essentielles et nécessaires, étant donné l'urgence de la situation. Ces jeunes ont besoin d'attention, d'affection et de soins de base, c'est-à-dire de nourriture, de services de santé et d'un toit pour dormir en sécurité. Ils ont entre 8 et 16 ans et ils sont dans la rue avec tout ce que cela implique : prostitution, toxicomanie, phénomène de gang, itinérance, etc. Dans leur travail, les intervenants voient à ce qu'ils puissent recevoir un minimum d'éducation au moyen de jeux. Un suivi et une aide particulière dans une de leurs deux maisons d'hébergement sont également possibles; cependant il y a tellement de jeunes à aider. Au Guatemala, nombreux sont les jeunes à être maltraités ou abattus par les forces de l'ordre du pays. La Casa Alianza lutte contre cette violence gratuite faite à l'égard des enfants.

PROTO : PATRICIA LECAULT

Le travail de la rue au Guatemala, c'est un dernier espoir pour ces jeunes. C'est une lutte, heure après heure, dans un monde où la vie est dure. Cette réalité reste proche et différente de la nôtre. Au Guatemala, comme au Québec, ce sont des jeunes qui souffrent et qui sont abandonnés. Une simple poignée de main veut dire qu'on est amis. *Il n'y a pas que les mots qui parlent.*

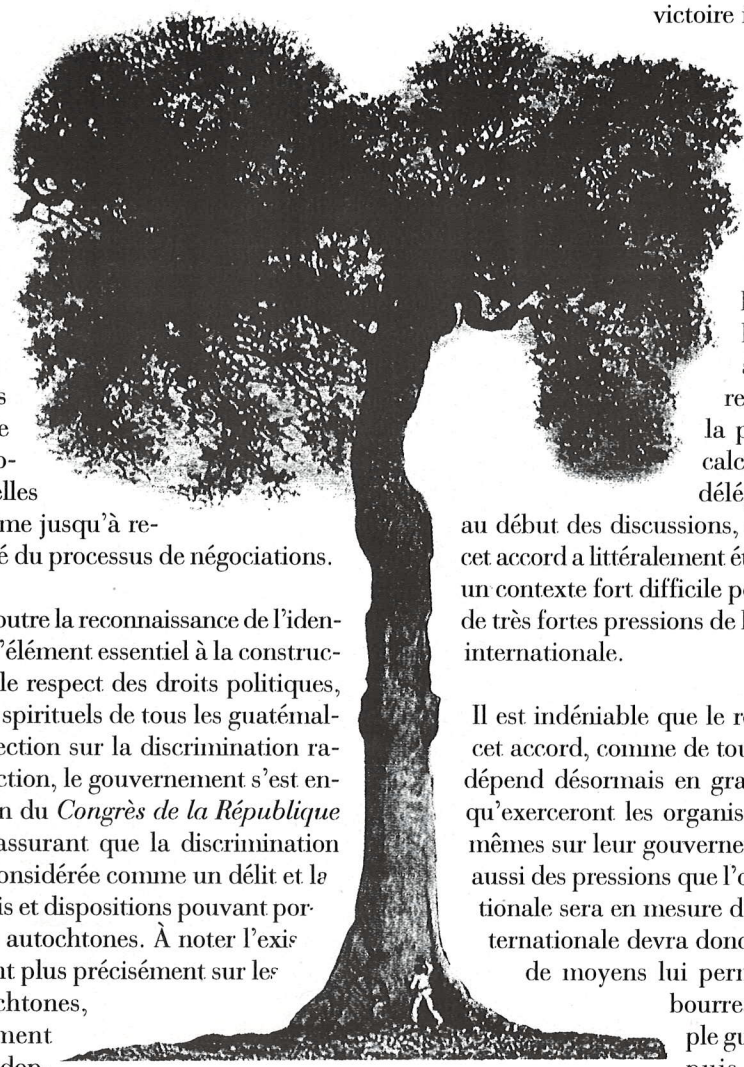
Alliance sous le Ceiba[1]

LES DROITS DES AUTOCHTONES ENFIN RECONNUS PAR UN ACCORD

UN JALON IMPORTANT DANS L'HISTOIRE DU GUATEMALA

Au terme de plusieurs mois de négociations ardues, complexes et tendues, un accord portant sur les droits et l'identité des peuples autochtones a enfin été signé le 31 mars dernier à Mexico.

Cet accord, le quatrième à intervenir dans le cadre des négociations tenues sous l'égide de l'ONU entre le gouvernement et l'armée guatémaltèques d'une part et l'*Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque* d'autre part, constitue un véritable point tournant dans l'histoire du Pays.



En effet, la classe dominante ayant jusqu'à tout récemment refusé de reconnaître la portée du racisme institutionnalisé qui caractérise la société guatémaltèque et l'importance d'apporter des modifications en profondeur à la structure même du pays, la question des droits autochtones s'était avérée un point de divergence profonde entre les forces rebelles et les autorités, allant même jusqu'à remettre en cause la viabilité du processus de négociations.

L'accord signé comprend, outre la reconnaissance de l'identité autochtone en tant qu'élément essentiel à la construction d'un pays fondé sur le respect des droits politiques, culturels, économiques et spirituels de tous les guatémaltèques, une importante section sur la discrimination raciale. En vertu de cette section, le gouvernement s'est engagé à promouvoir au sein du *Congrès de la République* les réformes législatives assurant que la discrimination ethnique soit désormais considérée comme un délit et la dérogation de toutes les lois et dispositions pouvant porter préjudice aux peuples autochtones. À noter l'existence d'une section portant plus précisément sur les droits des femmes autochtones, par lequel le gouvernement s'engage à promouvoir l'adoption d'une loi contre le harcèlement sexuel des femmes autochtones, une constante dans la société guatémaltèque.

Soulignons également que le gouvernement guatémaltèque s'est engagé à promouvoir l'approbation, par le *Congrès*, des différentes conventions internationales relatives aux droits autochtones, telles la Convention internationale pour l'élimination de toute forme de discrimination raciale et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT).

L'accord, qui reflète de façon assez fidèle le consensus auquel était parvenue l'Assemblée des secteurs civils (ASC), a été très bien accueilli par l'ensemble des organisations autochtones du pays, même si celles-ci avaient voulu que leur soit reconnue une plus grande autonomie territoriale.

Il est toutefois clair qu'il s'agit là d'une victoire importante et que les négociations, à elles seules, ne peuvent résoudre du jour au lendemain l'héritage laissé par plus de cinq siècles d'injustice et d'oppression. Les organisations autochtones sont donc conscientes de l'importance de continuer la mobilisation intense qui a marqué les trois dernières années. Si l'on considère la position extrêmement récalcitrante qui caractérisait la délégation gouvernementale au début des discussions, on peut comprendre que cet accord a littéralement été obtenu à l'arraché, dans un contexte fort difficile pour les insurgés, soumis à de très fortes pressions de la part de la communauté internationale.

Il est indéniable que le respect et l'application de cet accord, comme de tous les accords précédents, dépend désormais en grande partie des pressions qu'exerceront les organisations autochtones elles-mêmes sur leur gouvernement. Mais ils dépendent aussi des pressions que l'opinion publique internationale sera en mesure d'exercer. La solidarité internationale devra donc être vigilante et se doter de moyens lui permettant de rappeler aux bourreaux qui tiennent le peuple guatémaltèque en otage depuis déjà trop longtemps qu'elle a les yeux rivés sur ce petit pays violenté. Il s'agit là d'un beau défi pour nos solidarités, une occasion de rappeler à celles et ceux que nous avons vus se battre pour la démocratie que nous tenterons toujours de nous faire l'écho de leur voix.

Manon Hogue, journaliste

---

* Arbre sacré des mayas, symbole de la vie.

Prière maya pour les semences

Ma mère, mon père,
maître de la terre,
Dieu des grandes eaux,
pardonne-moi pour ce que je vais faire,
je suis seulement un être humain.
Je vais détruire ta beauté,
je vais te travailler
pour pouvoir vivre.

DE MÊME QUE LE PEUPLE MAYA, LES STAGIAIRES, ONT SENTI L'IMPORTANCE DE LA TERRE, DU RESPECT DES VALEURS ET LE BESOIN DE SEMER DES LIENS DE SOLIDARITÉ DANS LES COMMUNAUTÉS DE NOS DEUX MONDES.

1RE RANGÉE : GINETTE LECHASSEUR, JOHANNE DESCHÊNES, CÉLINE FRANCHE, SYLVAIN FILLION, LYNDA BOIVIN, MICHELINE RIOUX, LUCIENNE SIMARD, CARMEN THIBAULT, MICHÈLE LUSSIER
2E RANGÉE : JEAN-CLAUDE SAINT-HILAIRE, CÉLINE CHICOINE, CANDIDE POTVIN, MICHELINE JALBERT, PATRICIA LEGAULT, PAUL GUY.

SOLIDARITÉ est une publication du Centre international de solidarité ouvrière

Coordination : *Céline Franche, Micheline Jalbert, Patricia Legault, Jean-Claude Saint-Hilaire*
Textes : *les stagaires* • Correction : *Julie Gravel* • Photographe : *Jean-Claude Saint-Hilaire*
Infographie : *Louise Gravel* • Imprimerie : *Beautex*

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

2 $